Quelques informations sur les migrations

1°) Les migrations : hier, aujourd'hui, demain

Il est difficile de faire une histoire des migrations dans une formation de 2 heures mais quelques mots rapides à ce sujet.

Tout d'abord, **dès la fin des guerres napoléoniennes** (1815) jusqu'à la 1^{ère} guerre mondiale, les principales régions d'Europe occidentale ont formé un espace relativement ouvert aux déplacements transfrontaliers parce que jusqu'aux années 1880, les identifications des frontières étaient loin d'être hégémoniques et impliquaient peu de droits et de protections spécifiques même si le droit à la circulation ne s'appliquait pas de la même manière à toutes et tous. Il existait un délit de vagabondage pour les ouvriers qui n'avaient pas demandé l'autorisation de circuler à leur employeur.

Après la 1^{ère} guerre mondiale, les frontières redessinées par la disparition des 4 empires (allemand, ottoman, austro-hongrois et russe) sont devenues plus difficiles à franchir. Commence alors le règne des passeports et autres autorisations de circuler auquel se heurteront les juifs et les personnes persécutées voulant quitter l'Allemagne dans les années 30.

Cependant, des années 1910 à 1950 ont été « une ère des déplacés » : les 2 conflits mondiaux, les entreprises génocidairesont engendrés des mouvements massifs de population.

Des dizaines de millions de femmes et d'hommes ont fui leurs régions d'origine.

D'ailleurs, c'est dans cette période que **la liberté de circulation est inscrite dans l'article 13 de la déclaration universelle des droits de l'homme en 1948** en la définissant par « le droit pour tout individu de se déplacer librement dans un pays, de quitter celui-ci et d'y revenir ».

Des années 1950 aux années 1990, les politiques de croissance économique et la guerre froide ont fait entrer l'Europe dans « l'âge de l'immigration ». La question des réfugiés devenait secondaire car elle répondait à des logiques de confrontation avec le « bloc de l'Est ». Mais le mouvement de décolonisation commençait à faire « peur », et la volonté de réduire les déplacements et les mobilités s'affichaient de plus en plus.

Au milieu des années 80, dans les principaux pays de l'Union Européenne, les obligations de visas furent étendues à l'ensemble des ressortissants des pays en voie de développement.

On arrive donc dans une période où techniquement, il est de plus en plus facile de bouger mais administrativement les pays « riches » durcissent les droits à la mobilité et les frontières deviennent des zones « à défendre ».

Aujourd'hui, de quoi parlons-nous ?

Tout d'abord, les migrations se sont mondialisées tant au point de vue des pays de départ que des pays d'arrivée. On arrive à une situation de droit de sortie mondial (il n'y a guère que la Corée du Nord et l'Erythrée qui ne laissent pas sortir), en revanche les droits d'entrée se sont considérablement durcis.

Et le débat est totalement hystérisé par des manœuvres politiciennes et la politique de l'Europe-forteresse tout en laissant les Etats libres de leur politique de droit d'asile et de visas.

Permettez-moi une petite parenthèse pour donner la définition officielle par les Nations Unis du mot **migrants** : « *c'est un individu qui est né dans un pays et qui vit dans un autre pays depuis plus d'un an* ».

Les réfugiés, ce sont **des migrants forcés** par des événements politiques, sociaux ou environnementaux. Ce mot apparaît avec les conventions de Genève de 1951 qui cherchent à protéger les humains contre les guerres mais aussi contre les dictatures politiques.

Une fois ces définitions rappelées, précisons que l'essentiel des migrations sont des déplacements SUD-SUD dont on ne parle jamais.

Les 10 premiers pays d'accueil de réfugiés dans le monde sont la Turquie (en accord avec l'Europe), le Pakistan, l'Iran, le Liban, l'Éthiopie, la Jordanie, la RD Congo, le Tchad, le Kenya et l'Ouganda.

En 2021, les organisations internationales annoncent 281 millions de migrants internationaux sur une population de presque 8 milliards d'habitants (3,5%)

En 1977, 75 millions migrants internationaux pour une population de 4,2 milliards (1,8%). Il y a certes une augmentation mais il y aussi :

- Contexte de mondialisation des échanges
- Valorisation de la mobilité

Ce débat sur la mobilité est profondément déséquilibré. Les pays de départ sont souvent des pays pauvres et peu puissants dans les débats internationaux et les pays d'accueil font, eux des murs et des forteresses et tentent de criminaliser les migrants mais aussi la solidarité.

Les migrations sont un phénomène constitutif de notre société, on peut rappeler qu'un tiers de la population Argentine vient d'Italie, que certains pays du Golfe comme le Qatar est peuplé de 80% d'étrangers, 30% en Arabie Saoudite, 60% au Koweït.

Des pays auraient bien du mal à exister sans migrations donc notre sujet actuel est bien de fixer des droits aux étrangers plutôt que faire peur ou faire croire à une invasion.

2°) le projet de loi Asile et Immigration.

Tout d'abord, ce n'est malheureusement pas nouveau. En France, depuis 30 ans, ce sont près de 30 lois sur les politiques migratoires.

Pour la plupart, elles ont un point commun : durcir l'accès aux droits pour les personnes entrants, tenter de maîtriser des flux migratoires mais aussi satisfaire les patrons quand ils cherchent de la main d'œuvre ...

La réalité en 2021 en France (67,5 millions d'habitants)

- **Près de 271 700 titres de séjour délivrés** (+22% par rapport à 2020, année COVID)
85 000 titres étudiants , 88 225 titres rapprochement familiale, 36 600 à motif économique (salariés, scientifiques, saisonniers artistes ...), 43 200 à titre humanitaire (violence, personnes dont les enfants sont scolarisés en France), 18 600 titres divers (anciens combattants, retraités ...)
37 000 « passeports talent » : personnes hautement qualifiées
13 400 expulsions dont 3000 retours aidés

103 000 demandes d'asile introduites à l'OFPRA (35 600 accordées)

733 000 visas attribués (essentiellement touristiques)

94 000 personnes ont obtenu la nationalité française par décret ou par mariage.

Quand on voit cette réalité chiffrée, on comprend bien que le nouveau texte de Darmanin est couplé de plusieurs objectifs :

- Répondre à ses amis du patronat qui demandent des employés et en particulier dans les métiers dits « en tension ». Classer « les bons ou mauvais » migrants.
- Répondre à ses amis de droite-extrême et d'extrême-droite en réduisant le droit d'asile et en assimilant immigration / délinquance.

Dan ce projet de loi :

- au sujet de la régularisation de travailleurs sans-papiers pour les métiers en tension, certains parlent d'un visa travail d'un an et pas forcément renouvelable et en assignant à un seul emploi sans possibilité d'évolution. Droit très restrictif qui ne correspond plus à une régularisation par le travail.

Le projet de loi est une importante remise en question du droit d'asile sous l'apparence de mesures de simplification et de décentralisation :

- Le rattachement des services de l'OFPRA a des lieux intitulés « France Asile » pourrait mettre le personnel de l'OFPRA sous l'autorité des préfets. Son indépendance concernant l'instruction des demandes d'asile, garantie par la loi serait remise en cause.
- La remise en question de la CNDA et sa formation collégiale (personnalité qualifiée de l'UNHCR) est un problème
- La décision d'une OQTF dès le rejet de l'OFPRA est une absurdité et cela remet en cause le principe constitutionnel de l'admission au séjour des demandeurs d'asile.
- La « chasse » aux personnes soumis aux OQTF remet en cause l'inconditionnalité de l'accueil des lieux d'urgence
- Le droit de travailler des demandeurs d'asile pourrait être envisagé que pour certaines nationalités ou pour les demandes d'asile durant plus de 6 mois. (discrimination notoire)

Cette loi a un objectif économique, d'employabilité des migrants à cause des métiers en tension actuellement mais aussi à cause d'une population vieillissante en Europe mais **sûrement pas de droit à la circulation.**

Cela ne règlera en rien les drames en méditerranée ou dans la manche ou dans le canal du Mozambique.

3°) Arguments pour déconstruire et combattre les arguments de la droite et de l'extrême-droite.

La réalité des chiffres : la population de l'Union européenne est composée d'environ 4,2% de résidents étrangers

La France a accueilli environ 106 000 ukrainiens avec la mise en route d'une circulaire européenne qui date de 2001 sur la protection temporaire (c'est-à-dire un statut de réfugiés) avec possibilité d'accéder au

travail de suite. C'est très bien et c'est normal. Mais cette circulaire n'a jamais été mise en route pour l'Afghanistan, la Syrie, le Mali

Au moment où on accueille 106 000 ukrainiens, on fait un cinéma permettant de faire monter l'extrême-droite avec 238 réfugiés sauvés par une ONG.

Faire témoigner des parcours migratoires.

Aide au développement : d'après les Nations-Unis demande à chaque pays développé au moins 0,7% de son PIB en 2016. La France en est qu'à 0,55% aujourd'hui.

Il suffit de voir l'absence de coopération pour la lever des brevets pour les vaccins.

L'aide des migrants au développement de leur pays d'origine est énorme et bien souvent supérieur à l'aide au développement des pays riches.

Les capitaux et les marchandises pourraient avoir le droit total à la circulation mais pas les humains

-respect du droit international, du droit maritime et de la convention des droits de l'enfant

La question migratoire n'est pas une question de nombre mais une question d'inégalités face aux droits à la circulation. Seulement un tiers de l'humanité peut revendiquer le droit à la circulation.

85% des réfugiés vivent dans un pays limitrophe de leur pays d'origine et donc de déplacement Sud-Sud.

50 pays du sud ne sont pas signataires de la convention de Genève sur le droit d'asile.

La France a un solde migratoire assez stable depuis des décennies et on oublie que plus de 1,6 millions de français vivent à l'étranger et sont considérés comme des travailleurs expatriés plutôt que des migrants. (surprenant non ?)

En Libye, plus de 600 000 personnes sont retenues comme esclaves alors on fait quoi ?

4°) les solutions politiques du PCF

La plupart des décisions sur les politiques migratoires en Europe est bloquée par le processus d'unanimité depuis le traité d'Amsterdam de 1997. Cela bloque tout.

Les difficultés et duretés des conditions d'entrée dans les pays augmentent et rendent durable la précarité de la population migrante. Il n'y aura aucune amélioration si on n'ouvre pas **des voies légales et sécurisées c'est à dire les politiques de visas** (visa humanitaire, visa de résidents, visa pour condition économique, visa étudiant, visa de tourisme prolongée, ...)

En rendant les migrations légales, elles seront faites d'aller et retour, de va et vient, de ce que la déclaration universelle des droits de l'homme appelle liberté de circulation.

Les mesures d'urgence actuellement en France :

- Un grand plan d'éradication des « camps » dans les grandes villes. Respect de l'inconditionnalité de l'hébergement. Créer 30 000 places d'hébergement supplémentaires. Suppression du délit de solidarité.

- Stopper la machine à créer des sans-droits, ni...ni (ni expulsable, ni régularisable) ou travailleurs sans papiers. Il faut un grand plan de régularisation

Ces 2 points sont les urgences pour le respect des droits humains et éviter d'aggraver les exploitations politiques du RN.

La France a la capacité d'accueillir dignement c'est-à-dire permettre le respect du droit à la santé, à la scolarisation des enfants, à l'hébergement inconditionnel.

Politiques européennes :

- Supprimer le processus d'unanimité.
- Supprimer les procédures de Dublin et permettre l'installation de plateforme gérée par L'Union européenne de 1^{er} accueil pour orienter et faciliter l'accès aux droits des migrants...)
- Stopper la sous-traitance du sauvetage en mer en autre par les garde-côtes libyens
- Sortir les enjeux migratoires des traités bilatéraux (UE/ Turquie) aides de plusieurs millions d'euros (6) et la Turquie devait garder les réfugiés Syriens.
- Développer les coopérations décentralisées pour une sécurité humaine globale (santé, éducation, développement économique, logement énergie ..)
- Politique de désarmement et de culture de paix.